

POUR USAGE OFFICIEL



**FONDS MONÉTAIRE
INTERNATIONAL**

RAPPORT A MI PARCOURS DE L'ANNEE FISCALE 2025

JANVIER 2025



MEMBRES

Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo

PARTENAIRES

Union Européenne, Luxembourg, Allemagne, France, Chine, Norvège, Pays-Bas, Suisse, Banque Européenne d'Investissement, Belgique

MEMBRES



Bénin



Burkina Faso



Côte d'Ivoire



Guinée



Guinée-Bissau



Mali



Mauritanie



Niger



Sénégal



Togo

PARTENAIRES



EUROPEAN UNION



SOMMAIRE

Abréviations et acronymes	4
RESUME	6
I. QUELQUES AGREGATS MACROECONOMIQUES	9
II. LES PRINCIPALES ÉTAPES À MI-PARCOURS DE L'EXERCICE 2025 PAR AXE DE TRAVAIL	11
III. ETATS FINANCIERS	23
IV. SEMINAIRES ET ACTIONS DE FORMATION	28
V. PRIORITES DU SECOND SEMESTRE (NOV 24-AVRIL 25)	29

Abréviations et acronymes

AE	Autorisations d'engagement
AF	Année fiscale
AFD	Agence française de développement
AFO	AFRITAC de l'Ouest
AFRITAC	Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique
AFW	AFRITAC de l'Ouest
ANSADE	Agence Nationale de la Statistique et de l'Analyse Démographique et Économique
ASS	Afrique subsaharienne
ATAF	African Tax Administration Forum
BCEAO	Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BCRG	Banque centrale de République de Guinée
BO	Bilan d'ouverture
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
CDCP	Comptabilité en droits constatés et patrimoniale
CIB	Contrôle interne budgétaire
CIC	Contrôle interne comptable
CNT	Comptes nationaux trimestriels
CR	Conseiller Résident
CUT	Compte unique du Trésor
DGB	Direction générale du budget
DGBF	Direction générale du budget et des finances
DGCI	Direction générale des contributions et des impôts
DGD	Direction générale des douanes
DGDP	Direction générale de la dette publique
DGI	Direction générale des impôts
DGID	Direction générale des impôts et des domaines
DGPEE	Direction générale des prévisions et des études économiques
DGT/DGTCP	Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique
DIS	Direction de l'informatique et de la statistique
DLR	Direction de la législation et de la réglementation
DNB	Direction nationale du budget
DNEEP	Direction nationale des études économiques et prévisions
DNP-APD	Direction nationale de la dette et de l'aide publique au développement
DNTCP	Direction nationale du Trésor et de la comptabilité publique
FAD	Département des finances publiques du FMI
FMI	Fonds monétaire international
FRAT	Outil d'évaluation des risques budgétaires
GAR	Gestion axée sur les résultats
GFP	Gestion des finances publiques
IFRS	<i>International Financial Reporting Standards</i>
INS/ INSTAT	Institut national de la statistique
ISORA	International Survey on Revenue Administration
LBC/FT	Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme
MCM	Département des capitaux et des marchés monétaires du FMI

MQC	Modèles quasi-comptables
MSFP	Manuel de statistiques de finances publiques
SDMT	Stratégie de gestion de la dette à moyen terme
MTRS/SRMT	Stratégie de mobilisations des recettes à moyen-terme
ONS	Office national de la statistique
OTR	Office togolais des recettes
PAP	Projets annuels de performance
PCE	Plan comptable de l'Etat
PED	Plans d'engagement des dépenses de l'Etat
PEFA	Méthodologie d'évaluation de la performance de GFP
PIB	Produit intérieur brut
PIMA	Évaluation de la gestion de l'investissement public
PPAT	Projet pluriannuel d'assistance technique
PPP	Partenariat public privé
PTE	Plans de trésorerie de l'Etat
RC	Renforcement de capacité
SCN	Système de comptabilité nationale
SDMT	Stratégie de la dette à moyen-terme
SFP	Statistiques des finances publiques
SGCBU	Secrétariat général de la Commission bancaire de l'UMOA
SRMT	Stratégie de mobilisation des recettes à moyen terme
TADAT	Tax Administration Diagnostic Assessment Tool
TOFE	Tableau des opérations financières de l'Etat
TRE	Tableau des emplois ressources
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UMOA	Union monétaire ouest-africaine
UT	UMOA-Titres

RESUME

1. **L'Afrique subsaharienne navigue dans un paysage économique complexe marqué à la fois par des progrès et des problèmes macroéconomiques persistants, ainsi que des vulnérabilités sécuritaires et climatiques.** Les pays de la région s'efforcent de mettre en œuvre des réformes difficiles et indispensables pour rétablir la stabilité macroéconomique. Ces objectifs sont devenus plus urgents à la suite des chocs négatifs répétés et de la nécessité d'un soutien qui en a résulté (Perspectives économiques régionales de l'Afrique subsaharienne, Octobre 2024).

2. **Dans leurs efforts pour réduire les déséquilibres, les décideurs politiques font face à trois obstacles principaux.** Tout d'abord, la croissance régionale, qui devrait s'établir à 3,6 % en 2024, est généralement modérée et inégale, bien qu'elle devrait se redresser modestement en 2025. Deuxièmement, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, les conditions de financement sur les marchés restent tendues. Troisièmement, la combinaison complexe de la pauvreté, du manque d'emploi pour les jeunes et de la faiblesse de la gouvernance, sont aggravés par l'augmentation rapide du coût de la vie. Ces difficultés à court terme liées à l'ajustement macroéconomique, alimentent la frustration sociale et les pressions politiques en rendant difficile la mise en œuvre des réformes.

3. **En 2024, la croissance économique dans les dix pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest (AFO) selon les prévisions sera supérieure à la moyenne de 3,6 % de l'Afrique subsaharienne (ASS).** Toutefois, le déficit budgétaire va demeurer significatif. Il sera plus important dans les pays tels que le Sénégal, le Burkina Faso et le Togo par rapport à la moyenne ASS. En dehors de la Guinée-Bissau, du Sénégal et du Togo, le niveau de la dette par rapport au PIB est sensiblement identique à la moyenne de l'ASS.

4. **Le renforcement des capacités (RC) reste essentiel pour aider les décideurs politiques de la région à relever les défis actuels.** Les priorités du FMI pour l'avenir en matière de RC s'alignent étroitement sur les défis macroéconomiques auxquels la région est confrontée. Les principales priorités du RC comprennent les divers axes de travail qui couvrent la gestion financière, y compris la gestion de la dette. Parmi les autres priorités du RC figurent la gouvernance, la banque centrale, les statistiques, la comptabilité nationale et les finances publiques. Ces thèmes représentent les domaines les plus importants pour le soutien au développement en termes de défis macroéconomiques de la région, quel que soit le niveau actuel du développement. L'intégration du RC avec la surveillance et les prêts s'améliore et l'accent devrait être mis sur la diffusion des meilleures pratiques.

5. **Dans ce contexte, l'AFO apporte divers appuis aux pays membres à travers des missions à distance et en présentiel ainsi que des formations.** L'année fiscale (AF) 2025 (mai 2024-avril 2025) est la première année de la Phase V qui a débuté en septembre 2024 et prendra fin en mai 2029. Cette AF s'étend sur la phase IV (mai-août 2024) et la phase V (septembre 2024-avril 2025).

6. **Ce rapport couvre les activités menées par le Centre au cours du premier semestre de l'AF 2025 (mai 2024-octobre 2024).**¹ Le Centre a réalisé plusieurs accomplissements dans tous

¹ Ce rapport couvre deux phases : La Phase IV du Centre qui a fin en août 2024 et la Phase V qui a débuté en septembre 2024.

les domaines au cours ce premier semestre. Il s'agit notamment de l'évaluation de la Stratégie des Recettes à Moyen Terme (SRMT) au Sénégal ; l'évaluation des progrès des réformes douanières et la proposition d'un plan de travail à moyen terme pour la période 2025-2028 en Mauritanie ; La proposition d'un projet de guide de sélection des projets d'investissements publics et des orientations sur les textes complémentaires d'application du décret gouvernant la gestion des investissements publics au Sénégal.

7. **La coopération avec les autres partenaires au développement se renforce.** Ces derniers sont informés à l'avance de toutes les missions dans les pays et des comptes rendus de fin de mission sont régulièrement organisés à leur intention sous la supervision du Représentant résident du FMI.

8. **Le Centre a continué de mettre en œuvre les principales recommandations de l'évaluation externe de la Phase IV.** Le renforcement des engagements régionaux se poursuit. AFO a pris part à un Atelier organisé par la Banque Ouest Africaine pour le Développement (BOAD) sur l'évaluation d'impact à l'aide de modèles macroéconomiques et de simulations microéconomiques. Il a participé à la 30e Conférence des Directeurs Généraux des Douanes de la région Afrique de l'Ouest et du Centre, tenue à Bamako. Une formation a permis de renforcer les capacités du Secrétariat Général de la Commission Bancaire (SGCBU) de l'UMOA en matière de supervision des Etablissements de Paiement et des Etablissements de Monnaie Electronique et le SGCBU a été une partie prenante essentielle du séminaire régional portant sur la digitalisation des activités bancaires et les risques associés. AFO a été invité par la Commission de l'UEMOA à contribuer à l'atelier régional d'échange sur les meilleures pratiques de prévisions macroéconomiques dans les États membres de l'UEMOA, axé sur le thème « Évaluation des risques budgétaires dans les États membres de l'UEMOA ».

9. **S'agissant du personnel de l'AFO, au cours du premier semestre, on a enregistré le départ** de Mme Ha Vu, ancienne conseillère en Gestion des dépenses publiques (Budget). L'AFO a accueilli MM. Bady Ebe, Mourad Arfaoui, Abdoulahi Mfombouot et Hasina Rakotondrainibe recrutés respectivement comme conseiller régional en analyse macro-budgétaire, en administration douanière, en gestion des dépenses publiques (Budget) et en administration fiscale.

10. **Pour ce qui est de sa politique de communication, l'AFO poursuit l'animation à travers plusieurs volets.** Cela comprend la mise à jour de son site internet et de sa page Facebook, l'annonce des activités à venir, le partage de sa newsletter trimestrielle en français et en anglais ainsi que de plusieurs activités du FMI. AFO continue de mettre également en ligne, à la disposition des membres de son Comité d'orientation, les comptes-rendus de mission sur la plateforme Partners Connect du FMI. Le Directeur de l'AFO a rencontré les points focaux de la Côte d'Ivoire et de la France.



Photo de famille de la 34e réunion du comité d'orientation de l'AFO

11. Parmi les étapes remarquables de l'assistance technique des six premiers mois de l'AF en cours, figurent :

- Identification des améliorations à apporter au Règlement relatif au cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique dans les pays de l'UEMOA.
- Réduction du risque de personne-clé en matière de manipulation de l'outil analytique de préparation de la stratégie de gestion de la dette au Bénin
- Rebond du marché des valeurs du Trésor de la Mauritanie.
- Préparation de la stratégie de communication avec les investisseurs sur le marché des titres au Burkina-Faso.
- Définition d'un schéma de mise en place de l'immatriculation fiscale en ligne et proposition d'un texte mettant en place la procédure de l'immatriculation fiscale en ligne au Mali.
- Identification des lacunes en matière de gouvernance et des vulnérabilités à la corruption au niveau de l'administration fiscale au Burkina Faso dans le cadre de l'évaluation diagnostique de la gouvernance à la demande des autorités.
- Validation d'un plan de travail annuel pour accélérer la modernisation de l'administration fiscale et accroître les recettes fiscales intérieures en Guinée-Bissau.
- Formation des informaticiens nouvellement recrutés qui rentre dans le cadre de la digitalisation de l'administration fiscale, retenue comme axe majeure de sa modernisation en Guinée-Bissau.
- Mise en place du contrôle interne budgétaire (CIB) dans les ministères en Côte d'Ivoire en appliquant le guide régional de l'UEMOA sur le CIB.
- Formation sur les indicateurs de la méthodologie d'évaluation de la performance de Gestion des finances publiques (GFP) (Public Expenditure and Financial Accountability – PEFA) en Côte d'Ivoire.
- Elaboration d'une méthodologie de marquage budgétaire sensible au climat (MBSC), adaptée au contexte du Niger.
- Définition et publication d'une réglementation dans le domaine bancaire encadrant les risques liés à la cybersécurité ainsi que les risques informatiques.
- Analyse macroéconomique du potentiel de recettes fiscales en Guinée.

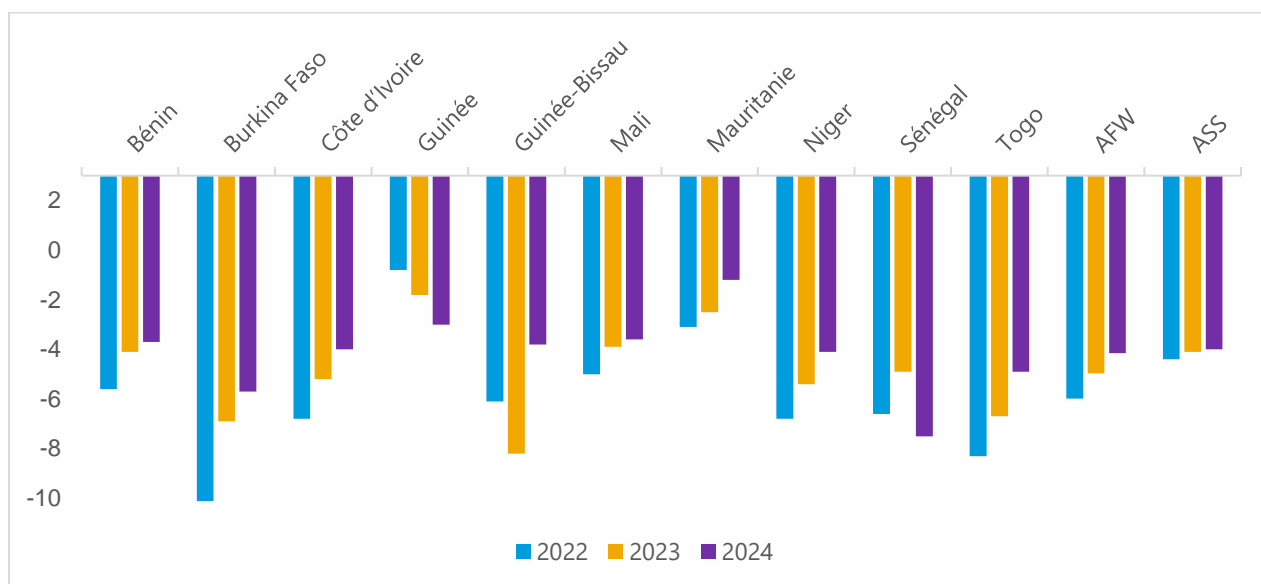
I. QUELQUES AGREGATS MACROECONOMIQUES

Tableau 1. Taux de croissance du PIB réel des pays de l'AFRITAC de l'Ouest (en pourcentage)

	2022	2023	2024 ²
Bénin	6.3	6.4	6.5
Burkina Faso	1.8	3.1	5.5
Côte d'Ivoire	6.2	6.2	6.5
Guinée	4	5.7	4.1
Guinée-Bissau	4.6	5.2	5
Mali	3.5	4.4	3.8
Mauritanie	6.8	6.5	4.4
Niger	11.9	2.4	9.9
Sénégal	4	4.6	6
Togo	5.8	5.6	5.3
AFW	5.5	5.0	5.7
ASS	4.1	3.6	3.6

Source : FMI, base de données des Perspectives économiques régionales octobre 2024.

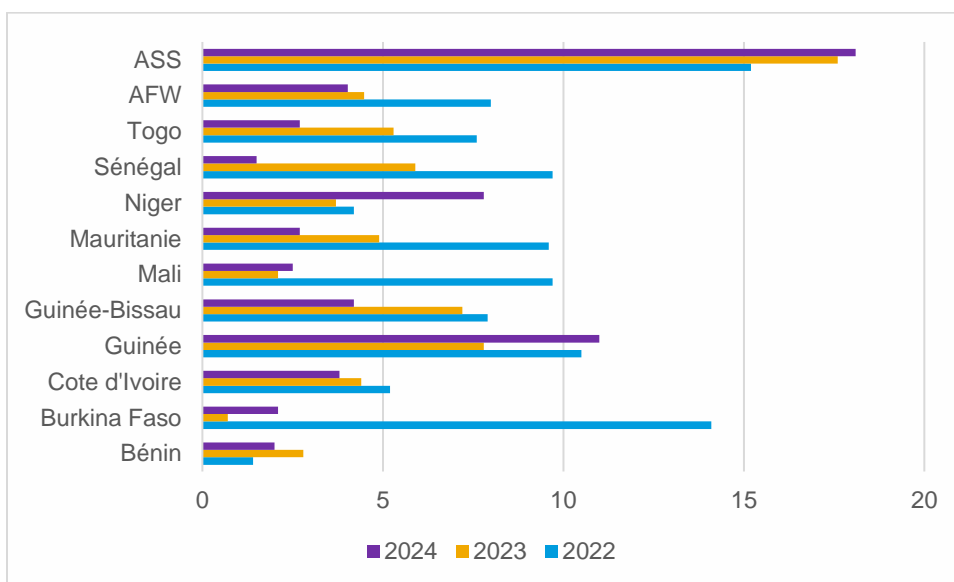
Graphique 1. Solde budgétaire (en pourcentage du PIB)



Source : AFW / FMI, base de données des Perspectives économiques régionales octobre 2024.

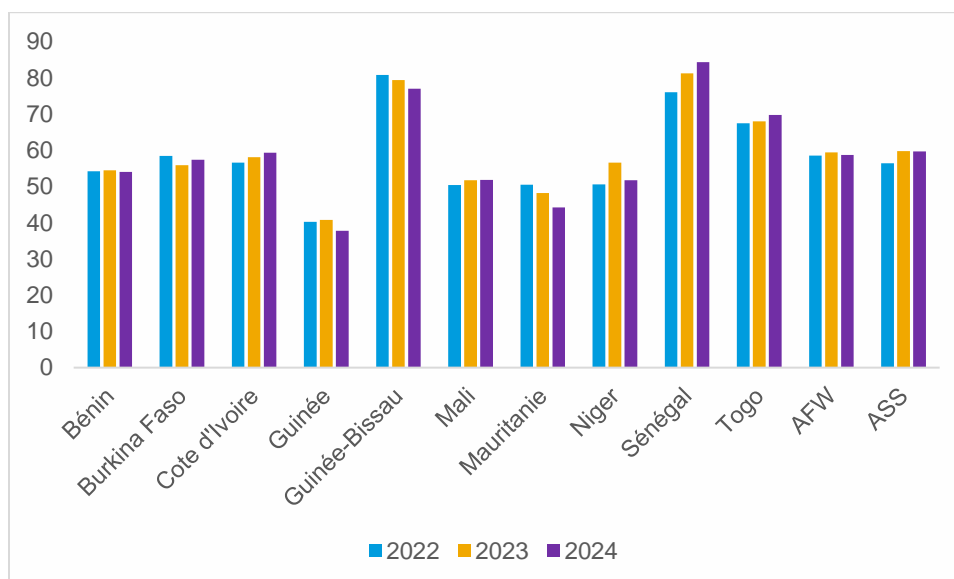
² Projections du FMI

Graphique 2. Variation des prix de 2022 à 2024 (en pourcentage)



Source : AFW / FMI, base de données des Perspectives économiques régionales octobre 2024.

Graphique 3. Evolution de la dette publique (en pourcentage du PIB)



Source : AFW / FMI, base de données des Perspectives économiques régionales octobre 2024.

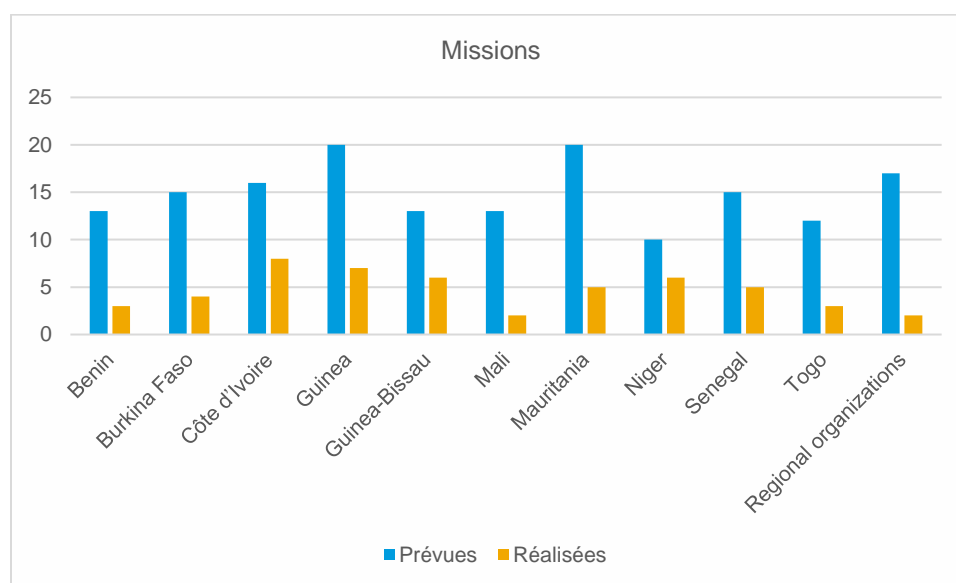
II. LES PRINCIPALES ÉTAPES À MI-PARCOURS DE L'EXERCICE 2025 PAR AXE DE TRAVAIL

12. **Le programme de l'AF 2024-2025 (mai 2024-avril 2025) se caractérise par les éléments suivants :**

- 163 missions d'assistance technique.
- 13 séminaires régionaux et neuf stages d'immersion.
- Un cout total de 10 millions USD.

13. **Au 31 octobre 2024, à mi-parcours de l'AF 2025, 59 activités ont été réalisées dont 51 missions, six séminaires et deux stages d'immersion pour un coût de 2,1 millions³ USD, soit 25% de taux d'exécution.** La Côte d'Ivoire et la Guinée sont les pays qui ont bénéficié de plus d'appuis sur la période (Graphique 4).

Graphique 4. Exécution du programme de travail de l'AF 2025 (Situation au 30 octobre 2024)



Source : AFO

Administration douanière

14. **L'AFO appuie les autorités douanières dans plusieurs domaines :** l'amélioration de la gestion du risque et la sélectivité des contrôles, la maîtrise de la base taxable à l'importation, la

³ Ce cout ne prend pas en compte le domaine de la dette, financé par le Japon.

dématérialisation afin de sécuriser et simplifier la chaîne de dédouanement et le renforcement du contrôle et du suivi des régimes d'exonération et suspensifs.

15. **Dans ce domaine, neuf activités ont été menées de mai 2024 à octobre 2024 dans sept pays.** Le conseiller résident (CR) a participé à la 30e Conférence des Directeurs Généraux des Douanes de la région Afrique de l'Ouest et du Centre, tenue à Bamako. Cette conférence a rassemblé 21 administrations douanières, dont neuf de l'AFO, pour échanger sur des thématiques telles que les technologies innovantes, la facilitation du commerce et la sécurité des frontières. Le CR a présenté les activités d'AFO et a tenu plusieurs réunions bilatérales avec des directeurs des douanes de différents pays pour renforcer la collaboration et planifier les soutiens futurs.

16. **En Guinée-Bissau, le CR a rencontré le Directeur Général des Douanes et son équipe.** Les discussions ont porté sur le soutien en cours et les défis rencontrés dans les opérations douanières. Un programme de développement des capacités a été approuvé, et le CR a également participé à des sessions de formation portant sur les procédures de dédouanement au port.

17. **AFO a participé à une mission dirigée par le Département des finances publiques du FMI (FAD) concernant l'évaluation de la Stratégie des Recettes à Moyen Terme (SRMT) au Sénégal.** Au cours de cette mission, Le CR a pris part à des réunions avec les responsables douaniers sénégalais afin de discuter des réformes douanières et des besoins en assistance technique (AT). Ces échanges ont abouti à la révision du plan de travail en cours et à l'identification des besoins prioritaires.

18. **Le CR a pris part également à une autre mission dirigée par FAD en Mauritanie,** ayant pour objectif d'évaluer les progrès des réformes douanières et de proposer un plan de travail à moyen terme pour la période 2025-2028. Cette visite a également permis de renforcer le partenariat avec la Direction Générale des Douanes et d'aborder les réformes prioritaires à soutenir.

19. **AFO a contribué à une mission du FMI sur la gouvernance, qui s'est déroulée au Burkina Faso.** Cette mission a inclus plusieurs séances de travail avec la Direction Générale des Douanes (DGD) et d'autres institutions impliquées dans la lutte contre la fraude et le blanchiment d'argent. Les discussions ont principalement porté sur l'évaluation du cadre de gouvernance au sein de la DGD, en mettant en avant des thématiques clés telles que le management stratégique, les audits internes et externes, les procédures douanières, la gestion des ressources humaines, la digitalisation et les mesures de lutte contre la corruption.

20. **La deuxième activité au Burkina Faso a renforcé les capacités du comité technique de modernisation des ressources humaines.** Des formations ciblées ont permis au comité de développer des outils essentiels, tels que des descriptions de poste axées sur les compétences, alignant les performances des employés sur les priorités stratégiques de la douane burkinabè. Une feuille de route détaillée avec des livrables, échéances et responsabilités a été élaborée, accompagnée d'un suivi régulier pour garantir des progrès durables.



Séance de travail avec la douane burkinabè

21. **Pour développer une stratégie d'analyse des données, le CR a mené une mission auprès de la Direction Générale des Douanes (DGD) de Côte d'Ivoire.** Cette initiative visait à diagnostiquer la fonction d'analyse des données, proposer une stratégie alignée sur les priorités des douanes ivoiriennes et élaborer une feuille de route pour optimiser les procédures, les systèmes et la gestion des ressources dans le cadre de la modernisation de la DGD. Cela a permis d'effectuer une visite ultérieure du département FAD pour aider la DGD à mettre en œuvre des cadres appropriés pour assurer une bonne gouvernance des données douanières et améliorer la qualité, l'intégrité et la disponibilité des données.

22. **Le CR a entrepris une mission de prise de contact au Togo pour renforcer la collaboration avec le Commissariat des Douanes de l'Office Togolais des Recettes (OTR).** Dans l'ensemble, cette mission a été déterminante pour établir des relations stratégiques, comprendre les besoins présents et futurs des Douanes togolaises, et préparer une AT adaptée.

23. **En Guinée, l'appui fourni à la Direction Générale des Douanes (DGD) a facilité l'identification des priorités de renforcement des capacités.** Les discussions avec le Directeur général et son équipe ont permis de clarifier les priorités stratégiques et opérationnelles, telles que la modernisation des ressources humaines, l'élaboration d'un manuel de procédures, la gestion des risques et l'optimisation des régimes douaniers. La mission a également mis en lumière la nécessité d'apporter des améliorations significatives à plusieurs aspects opérationnels et organisationnels pour renforcer l'efficacité et la performance de l'administration douanière.

A **Administration fiscale**

24. **L'AFO conduit ses activités d'AT en lien étroit avec la surveillance macroéconomique et les programmes du FMI.** Ces activités visent à aider les pays membres à surmonter leurs points faibles et aligner leurs niveaux de collecte des recettes sur leurs potentiels économiques. En liaison avec FAD, les conseillers résidents (CR) concentrent leurs actions sur l'amélioration de la maîtrise du risque de non-conformité et la consolidation des fonctions essentielles des administrations fiscales de la sous-région.

25. Au cours de la période sous revue, pas moins de 10 missions d'AT en administration fiscale ont été conduites au bénéfice de sept pays.

26. **Bénin. Les interventions se sont focalisées sur l'analyse risque.** Après une prise de contact en juin avec les autorités pour définir les besoins d'AT et les priorités de réforme, un appui a été apporté en septembre pour renforcer l'analyse risque et accompagner la programmation automatisée du contrôle fiscal. Une seconde activité a été organisée à la DGI en novembre 2024 pour appuyer les efforts des autorités en matière d'apurement des restes à recouvrer (RAR). Un accent a été mis sur l'assainissement et l'exhaustivité du portefeuille des RAR et des pistes nouvelles ont été proposées et validées par les autorités pour apurer un stock de plus de 80 milliards de FCFA. Ces pistes nouvelles incluent la mise en œuvre de l'admission en non-valeur et la coopération étroite entre la DGI, la DGCTP et la DGB pour recouvrer les RAR des entités publiques.

27. **Burkina Faso. A la demande des autorités, AFO a contribué à une mission interdépartementale d'évaluation diagnostique de la gouvernance (GDA).** Cette évaluation a permis d'identifier les lacunes en matière de gouvernance et les vulnérabilités à la corruption au niveau de

l'administration fiscale. En effet, bien qu'il existe un cadre de gouvernance au sein de l'administration fiscale, d'importants problèmes compromettent l'efficacité de la mise en œuvre.

28. Côte d'Ivoire. Les efforts ont mis l'accent sur la mobilisation des recettes à moyen terme. Une évaluation de la mise en œuvre du plan stratégique de la DGI et des mesures d'administration fiscale de la stratégie nationale de mobilisation des recettes à moyen terme adoptée au printemps dernier a été conduite avec le siège. En concertation avec les principaux partenaires techniques et financiers engagés dans les réformes d'administration fiscale, ces travaux ont permis d'identifier les mesures dont la mise en œuvre nécessite un appui des services du FMI.

Guinée. Le pays a tiré profit des missions diagnostiques et la coopération avec les partenaires techniques et financiers. Une première mission en juillet, conduite avec le siège du FMI, a permis de définir les priorités de l'administration fiscale au regard de l'avancée des réformes. Les premiers résultats obtenus ont assuré le succès de la transformation digitale et renforcer la maîtrise de la fiscalité minière de la bauxite et de l'industrie du fer. Une deuxième mission, conduite en octobre, en concertation avec l'expert résident du projet AMRIC (Union européenne, Expertise France), s'est attachée à définir un plan d'assainissement. Au-delà cette mission portait sur la migration des données de SIGFIG vers SAFIG et a décrit, de façon très pratique, les différentes étapes à suivre pour opérationnaliser les dispositifs d'apurement comptable des arriérés fiscaux existant dans la réglementation guinéenne. En parallèle, une expérimentation est menée pour tenter de transposer l'étude sur le potentiel fiscal actuellement conduite en Guinée, avec les écarts fiscaux relevés en matière d'administration fiscale.



Le Ministre du Budget reçoit la mission pour discuter des priorités de l'administration fiscale.

29. Guinée-Bissau. Le plan de réforme et de modernisation de la direction générale des contributions et des impôts est en cours d'implémentation avec l'appui de FAD et AFW. Une mission diagnostic a été conjointement conduite à Bissau par FAD et AFW. A la suite de cette mission, AFW a mené une mission de formation des informaticiens nouvellement recrutés par la DGCI visant à les familiariser à l'outil de gestion des impôts et taxes. La TVA est effective depuis le 1er janvier 2025. AFW compte appuyer cette réforme majeure dans les prochaines semaines avec une mission de consolidation et d'élargissement du fichier. Un accent sera alors mis sur les assujettis de TVA.

30. Mali. Le plan de mise en place de l'immatriculation en ligne a été évalué en juillet. Les facteurs clés de succès de ce plan ont été identifiés et un soutien pratique a été fourni pour maximiser la réussite de ce projet, notamment la proposition d'un cadre juridique adapté à la procédure d'immatriculation en ligne.

31. **Niger. Une première mission s'est déroulée à Niamey en octobre 2024 portant sur le renforcement de la collaboration Impôts –Douane.** Cette mission visait à établir une meilleure utilisation des données échangées de façon automatisée par les deux administrations. Cette mission a permis de mieux structurer le dialogue entre les deux administrations, de définir les principaux supports attendus par chaque administration et de former les agents de chaque administration sur les techniques modernes pour une utilisation optimale de ces données. La question du retour des résultats a également été réglée.

32. **Togo. Une mission pour identifier les besoins des autorités a été effectuée.** La mission de prise de contact avec les autorités de l'Office togolais des recettes (OTR) en août, a permis de prendre connaissance des besoins prioritaires du Commissariat des impôts et la confirmation de la demande d'une deuxième évaluation TADAT pour 2025.

Gestion des finances publiques

33. **AFO inscrit ses actions dans le cadre de l'amélioration des capacités des personnes et institutions chargées de la gestion des dépenses publiques.** Sous l'aspect gestion budgétaire, le programme d'activités vise le renforcement de la gestion budgétaire global, y compris la préparation, l'exécution et le contrôle. Du côté comptable, les activités visent l'amélioration de la tenue de la comptabilité, de la gestion de la trésorerie de l'Etat (GTE) et du compte unique du Trésor (CUT) à la banque centrale. Cinq pays ont bénéficié des appuis du centre au cours du premier semestre de l'AF 2025 pour un total de dix missions .

34. **Au Sénégal, une mission a permis d'appuyer les autorités dans la déclinaison opérationnelle du nouveau cadre règlementaire de la gestion des investissements publics (IP) sensible au climat.** L'évaluation de la prise en compte du changement climatique dans la phase de maturation des projets d'IP fait état d'avancées et de pistes d'améliorations. Un projet de guide de sélection des projets d'IP dans la phase d'allocation du cycle de la gestion des IP a été présenté. Des orientations sur les textes complémentaires d'application du décret, particulièrement sur le suivi physico-financier et l'évaluation ex post des projets ont été proposées.

35. **En Côte d'Ivoire, AFO a appuyé la mise en place du contrôle interne budgétaire (CIB) dans les ministères** en appliquant le guide régional de l'UEMOA sur le CIB. Ce quatrième appui sur le sujet, sous forme d'ateliers avec cinq ministères pilotes a coconstruit les bases de leur référentiel de contrôle interne budgétaire (RCIB), adossé sur une matrice des risques budgétaires, un catalogue de fiches de risque pour les risques non transversaux propres à chaque ministère, une cartographie des risques ministériels et un plan d'actions associé.

36. **Un autre appui a permis la validation d'une version partagée du guide CIB, ainsi qu'une revue critique sur les premiers projets de RCIB** produits par les cinq ministères pilotes, adossée sur des livrables enrichis, permettant de constituer une première base socle du référentiel (Matrice des risques budgétaires ; Catalogue de fiches de risque pour les risques non transversaux propres à chaque ministère ; Cartographie des risques ministériels et Plan d'actions associé).

37. **Par ailleurs, toujours en Côte d'Ivoire, AFO a formé près de 80 cadres sur la méthodologie d'évaluation de la performance de GFP (Public Expenditure and Financial Accountability – PEFA).** La formation a présenté le cadre général d'évaluation et le détail des indicateurs ainsi qu'effectué un exercice d'autoévaluation PEFA.

38. **S'agissant du CUT, AFO a poursuivi son appui aux autorités ivoiriennes dans son développement et l'amélioration des processus de gestion de trésorerie** . La mission a : (i) examiné l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations des précédentes missions sur le CUT et la GTE ; (ii) examiné les progrès accomplis dans la mise en œuvre du calendrier de clôture des comptes bancaires établi en décembre 2023; (iii) analysé l'état d'avancement réalisé par la Direction générale des financements dans sa nouvelle mission de prévision de trésorerie; et (iv) analysé les difficultés techniques susceptibles de retarder la couverture complète du périmètre du CUT et le renforcement de la GTE et suggéré des améliorations.

39. **Au Niger, AFO a appuyé l'élaboration d'une méthodologie de marquage budgétaire au climat (MBSC), adaptée au contexte du pays**. La mission a proposé un modèle pour la cotation ligne par ligne des dépenses analysées (maquette d'évaluation et de cotation), une taxonomie pour aligner le marquage avec les stratégies et réponses politiques au changement climatique au Niger, une matrice manuelle pour faciliter l'analyse lien avec les stratégies climat, et une feuille de route pour la mise en œuvre de MBSC au Niger.

40. **En Guinée-Bissau, AFO a organisé des ateliers de formation avec les principaux départements impliqués dans la prévision et la gestion des flux de trésorerie au bénéfice de 30 cadres** . La mission a également analysé les progrès accomplis dans l'amélioration des processus de GTE. Cet atelier de quatre jours comprenait neuf présentations et une étude de cas.

41. **Les travaux d'une autre mission se sont déroulés sous formes d'ateliers de travail et de formation**. Huit ministères ont été accompagnés pour la structuration des politiques publiques en programmes budgétaires. Les travaux ont été précédés d'une formation sur les règles de référence en manière de découpage des ministères en programmes budgétaires. Cette mission a permis des avancées significatives dans l'élaboration des outils de programmation budgétaire en Guinée-Bissau.

42. **AFO a poursuivi également son appui aux autorités de la Guinée-Bissau pour renforcer les capacités des cadres en matière de prévision et de gestion de la trésorerie**. Cet appui a fait le point sur la mise en œuvre des recommandations de la mission de février 2024, notamment celles liées à la prévision et à la gestion de la trésorerie. L'appui a évalué le cadre organisationnel de la prévision et de la gestion de la trésorerie, identifié les problèmes rencontrés par les services concernés et apporté l'appui nécessaire pour les surmonter, puis organisé un atelier de formation sur la prévision et la gestion de la trésorerie.

43. **En Guinée, AFO a fourni un appui pour la mise en œuvre de la comptabilité matière et son articulation avec la comptabilité en droit constaté**. L'appui a permis de faire: (i) l'examen de la qualité du projet de décret sur la comptabilité matière ; (ii) la proposition de mécanismes de coordination avec la comptabilité en droit constaté, et (iii) le renforcement des capacités lors d'un atelier de deux jours sur la comptabilité des matières.

Aanalyse macro-budgétaire

44. **Le programme d'activités couvre en priorité l'intégration des processus de cadrages macroéconomiques et budgétaires**. En outre les interventions visent l'approfondissement des instruments de prévisions macroéconomiques, le renforcement des dispositifs de prévision des

recettes fiscales, des processus d'allocation budgétaire globale à moyen terme afin de palier la volatilité dans l'exécution du budget.

45. **Le CR a pris part à des ateliers de formation et délivré des présentations sur les problématiques de sa compétence.** Le CR a participé à l'atelier régional d'échange sur les meilleures pratiques de prévisions macroéconomiques dans les États membres de l'UEMOA, axé sur le thème « Évaluation des risques budgétaires dans les États membres de l'UEMOA ». Cet atelier, organisé en visioconférence, a regroupé des participants des États membres de l'UEMOA responsables des prévisions macroéconomiques et de l'analyse des risques budgétaires. Le CR a fait une communication sur le développement des capacités en matière d'analyse et de gestion des risques budgétaires. Les échanges ont notamment abordé les risques budgétaires rencontrés, les dispositifs de gestion mis en place, ainsi que les meilleures pratiques partagées. Parmi les recommandations issues de cet atelier figurent le renforcement des capacités, l'amélioration des dispositifs techniques et institutionnels, ainsi que l'élaboration d'un guide régional sur les risques budgétaires.

46. **Le CR a également délivré une communication lors de l'atelier régional organisé par la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) en septembre 2024,** portant sur l'évaluation d'impact avec les modèles macroéconomiques et de simulations microéconomiques. Le CR a fait une communication sur le modèle macro-budgétaire, DSGE structurel canonique, appelé Structural Analysis of Macroeconomic Policies (STAMP), et ses applications.

47. **En Côte d'Ivoire, le CR a fourni un appui à distance à la Direction des Politiques et de Synthèses Budgétaires de la Direction Générale du Budget et des Finances.** La mission a fait la revue de la Déclaration sur les Risques Budgétaires (DRB) 2025-2027 à annexer au projet de loi de finances 2025. Cet appui a permis : (i) d'évaluer l'état de mise en œuvre des recommandations de la mission précédente sur les risques budgétaires; (ii) d'examiner les méthodes quantitatives d'évaluation des risques budgétaires liés aux chocs macroéconomiques et spécifiques, particulièrement ceux liés au climat; et (iii) de mettre à jour le plan d'action pour le renforcement des analyses des risques budgétaires.

48. **Au Niger, le CR a animé un atelier de formation relatif à la mise à jour du module de micro-simulation du modèle de prévision macroéconomique dénommé Ayorou.** Les participants ont ainsi pu actualiser ce module ; (i) faire le calibrage à la nouvelle série de Tableau Ressources Emplois (TRE) et de Tableau des Comptes Economiques Intégrés (TCEI) introduite dans l'Ayorou ; (ii) adapter les macro-commandes qui ne fonctionnaient plus ; et (iii) examiner l'ensemble des modules pour corriger certains problèmes identifiés. Un plan d'action pour le développement futur de l'Ayorou a été élaboré pour refléter les résultats obtenus.



Atelier de formation au Niger

49. **En Guinée, le CR a fourni un appui à distance au Ministère du Budget pour la réalisation de l'étude sur le potentiel fiscal.** Cette première étape à distance a consisté en l'analyse macroéconomique du potentiel et de l'effort fiscal à partir de données macro-économiques.

Gestion de la dette et développement des marchés financiers

50. **L'AFO renforce les capacités des Etats à gérer prudemment leurs portefeuilles de dette publique et soutient le développement des marchés locaux des titres d'Etat.** A cet égard, il appuie les autorités dans leurs efforts de renforcement du cadre institutionnel de gestion de la dette. Par ailleurs, le Centre aide à l'amélioration de l'information sur la dette publique, renforce les capacités de formulation et de mise en oeuvre de la stratégie de gestion de la dette, et conseille les pays et institutions régionales de l'UEMOA sur la meilleure façon de développer les marchés locaux des titres d'Etat. .

51. **Dans ce domaine, un séminaire interrégional, un stage d'immersion et 6 missions d'AT ont été réalisées sur la période mai-octobre 2024.**

52. **Au Sénégal, le CR a utilisé les données mises à sa disposition pour illustrer l'application de la méthodologie de la SDMT** pour la formulation de la stratégie de gestion de la dette de la période 2025-2027. Il a également comblé des lacunes dans les pratiques actuelles de préparation de la SDMT. Sur la base des travaux réalisés durant la mission, elle a prodigué des conseils pour la finalisation de la stratégie, son adoption et le suivi de sa mise en oeuvre.

53. **En Guinée, Le CR a renforcé les capacités des experts nationaux en matière d'élaboration et de mise en oeuvre du plan annuel de financement (PAF).** Ceux-ci sont issus de la Direction nationale de la dette et de l'aide publique au développement , de la DGTCP, de la Direction générale du Budget, et de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) . Le CR a relevé les pratiques que les autorités devraient améliorer pour faciliter la préparation, la mise en oeuvre et le suivi efficaces des PAF des prochaines années.

54. **En Mauritanie, le CR a constaté que la mise en oeuvre des recommandations des précédentes AT a contribué significativement au rebond du marché des valeurs du Trésor.** Pour maintenir l'élan du développement du marché, le CR a proposé une feuille de route pour réduire la fragmentation observée sur le marché primaire des valeurs du Trésor. Elle a également fourni des conseils pour réduire l'asymétrie d'information entre le Trésor Public et la Banque centrale de la Mauritanie d'une part, et les investisseurs du marché des valeurs du Trésor d'autre part.

55. **Au Burkina Faso, le CR a proposé des actions que le Trésor Public devrait mettre en oeuvre rapidement pour renforcer la communication avec les investisseurs sur le marché des titres publics de l'UEMOA.** Leur mise en oeuvre contribuera à améliorer la perception des impressions des investisseurs sur le profil du risque du Burkina-Faso et à augmenter la participation des investisseurs non-résidents et des investisseurs non-bancaires à son marché des titres publics.

56. **Au Bénin, la mission conduite en aout 2024 a permis de réduire le risque de personnel en matière de préparation de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT).** Deux agents supplémentaires de la Caisse autonome de gestion de la dette du Bénin (CAGD) sont capables de manipuler de manière autonome l'outil analytique de la SDMT. Par ailleurs, le CR a assisté les autorités à identifier les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique sur lesquelles elles devraient accorder une attention particulière. Elle a également conseillé sur les types de financement à privilégier pour améliorer la résilience du portefeuille de la dette publique face aux chocs de marché. A la suite de la mission, les autorités ont préparé et ont soumis au Parlement le projet de stratégie de gestion de la dette qui servira de boussole pour la mobilisation des financements sur la période 2025-2029.

57. **En Côte d'Ivoire, une vingtaine de cadres du ministère des Finances et du Budget a été formée sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu.** A l'issue de la mission, la plupart des participants ont démontré une meilleure compréhension de l'utilisation de l'outil analytique du cadre de viabilité de la dette. Cette démarche leur a permis d'éclairer les choix de financement et pour la modélisation des opérations de gestion de reprofilage de la dette. La mise en place d'un programme de formation interne sera nécessaire pour réduire davantage le risque de personne-clé.

58. **Au Bénin l'apprentissage auprès des pairs a été mis en œuvre.** Cinq cadres de la DGTCP et de la CAGD du Bénin se sont rendus à la Direction du Trésor du Royaume du Maroc pour s'informer des approches du Maroc en matière de coordination entre le plan annuel de financement et la gestion de trésorerie, de la gestion active de la dette et du cadre de placement des excédents de trésorerie du Royaume du Maroc. Les échanges fructueux avec leurs homologues marocains ont permis à la délégation béninoise de mieux appréhender les pratiques et approches de gestion de la dette et de la gestion de la trésorerie au Maroc. La délégation s'est inspirée des enseignements de la visite pour proposer un plan d'action de renforcement de l'intégration de la gestion de la dette et de la trésorerie au Bénin.

59. **Au plan interrégional, les Centres régionaux de développement des capacités du FMI pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre) et l'Afrique de l'Ouest (AFRITAC Ouest) ont conjointement organisé un séminaire sur le cadre réglementaire de la gestion de la dette publique.** Ce séminaire a permis d'échanger sur: (i) l'état de mise en œuvre des Règlements relatifs au cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique dans les deux communautés ; (ii) les meilleures pratiques en matière de gestion de la dette publique ; (iii) les difficultés rencontrées par les Etats dans la mise en œuvre des Règlements ; et (iv) les propositions d'amélioration des Règlements. Les Commissions de la CEMAC et de l'UEMOA ont prévu mettre en place un groupe de travail conjoint pour la poursuite des travaux de relecture des deux Règlements actuels dans l'optique d'une harmonisation des dispositions y relatives.

Supervision bancaire

60. **Dans son champ d'intervention, l'appui de l'AFO vise à renforcer la solidité du système financier,** à travers notamment la mise en conformité des réglementations et pratiques avec les principes définis par le Comité de Bâle, tels que le cadre prudentiel dit Bâle II / Bâle III, et la consolidation des acquis en matière de supervision basée sur les risques.

61. **Cinq activités de renforcement des capacités dont un séminaire régional ont été conduites au cours de premier semestre de l'AF 2025.**

62. **En Mauritanie, Le CR a réalisé une mission auprès de la Banque Centrale sur le thème du contrôle des états comptables et prudentiels.** La réglementation bancaire mauritanienne incorpore une très grande majorité des principes bâlois, en matière de solvabilité ou de liquidité à court et moyen terme, mais il est indispensable que les superviseurs analysant les états correspondants disposent des outils permettant d'en vérifier l'exactitude et, partant, le respect de la réglementation. Aussi, cette mission s'est-elle prioritairement tournée vers le contrôle sur pièces, ce qui a permis à la Banque Centrale de Mauritanie de mener de multiples d'actions à destination des banques pour, notamment, obtenir un meilleur respect des normes de déclaration et mettre un terme aux infractions détectées.

63. **Un autre appui de l'AFO a été fourni à la Banque Centrale et à sa direction générale en charge du contrôle bancaire et de la stabilité financière (DGSBSF).** Cet appui a contribué à l'élaboration d'une instruction traitant spécifiquement du risque cybersécurité et informatique et de l'étude des conditions dans lesquelles la surveillance pourrait être exercée à l'avenir sur une base consolidée. Suite à cette mission, l'instruction précitée a été présentée aux banques mauritaniennes puis publiées et de premiers travaux ont été engagés pour la détermination des groupes bancaires qui seraient soumis à supervision sur base consolidée.

64. **Toujours en Mauritanie, AFO a également réalisé une mission auprès de la Banque Centrale sur le thème du contrôle des états prudentiels.** La mission visait au développement d'une méthodologie de contrôle sur pièces de ces états, qui constituent une des principales sources d'information de l'autorité de supervision et dont la fiabilité est indispensable au bon exercice du contrôle bancaire. La formalisation de cette méthodologie s'est accompagnée de cas pratiques.

65. **En Guinée, un appui a été apporté à la Banque centrale (BCRG) dans la révision des dispositions réglementaires actuelles en matière de gouvernance d'entreprise des établissements de crédit.** En outre, une partie de la mission a été consacrée à faire le point sur les progrès potentiels concernant la mise en œuvre du ratio de liquidité à court terme (LCR) et à discuter des priorités du plan de travail d'assistance technique. La mission a travaillé en étroite relation avec les équipes de la Direction du contrôle bancaire (DSB), et notamment son directeur.

66. **Au plan régional, une formation a permis de renforcer les capacités du Secrétariat Général de la Commission Bancaire (SGCBU) de l'UMOA en matière de supervision des Etablissements de Paiement et des Etablissements de Monnaie Electronique.** La première étape du programme de formation a consisté à clarifier ces concepts, en particulier en ce qui concerne le domaine plus large des prestataires de services de paiement et des émetteurs de monnaie électronique. Ont ensuite été examinés les risques supportés par ces établissements, les aspects réglementaires associés, les questions d'autorisation et les particularités de leur supervision sur site et hors site. De nombreux exercices ou tests ont été effectués au cours de la formation et une étude de cas locale a été présentée. Au total, 28 personnes ont assisté à la formation en personne, principalement des départements sur site et hors site, tandis que 40 autres personnes ont suivi la formation via un lien virtuel créé par la SGCBU.



Allocution du Directeur de l'AFO lors du séminaire régional

67. **AFO a également organisé un séminaire régional sur « La digitalisation des activités bancaires : implications pour la réglementation et la supervision ».** Outre un état des lieux et une présentation des enjeux associés, ce séminaire a permis de porter une attention particulière au risque cyber et au risque informatique, notamment sous l'angle de la réglementation et de la supervision sur pièces et sur place, aux questions de résilience opérationnelle ainsi qu'aux autres risques induits par la digitalisation croissante des activités bancaires.

Statistiques de finances publiques

68. **AFO appuie les pays membres dans l'adoption et la mise en œuvre de la méthodologie du Manuel de statistiques de finances publiques (MSFP) du FMI 2001/2014.** Il s'agit, en premier lieu, de produire et diffuser les statistiques relatives à l'administration centrale budgétaire (ACB) et, en second lieu, d'étendre progressivement la couverture institutionnelle des SFP au secteur des administrations publiques puis à l'ensemble du secteur public.
69. **Six missions d'AT, un séminaire régional et un stage d'immersion ont été les activités menées en SFP à mi-parcours.**
70. **Au Sénégal, une mission d'AT au profit des cadres en charge de l'élaboration du TOFE, la mobilisation et la gestion de ressources de la dette publique au Sénégal a été réalisée.** Elle visait l'appui auxdits cadres dans l'examen de données sur les flux économiques tels que rapportés dans les séries temporelles (base annuelle). En outre la mission a déterminé les causes des changements dans les données sur les stocks de la dette publique, donnant lieu à des résidus relativement importants entre celles-ci et les Ajustements Stock-Flux (ASFs) qui en résultent.
71. **Au Togo, une mission conjointe AFO-STA a poursuivi les travaux de migration à la méthodologie du MSFP 2014.** La mission a examiné le Tableau des opérations financières de l'administration centrale budgétaire (TOF-ACB), exercice 2023, qui servira à renseigner l'annuaire SFP du FMI. Elle a également permis d'examiner les données primaires d'un échantillon d'établissements publics à caractère administratif (EPA) et de collectivités territoriales, et de produire le TOF de ces entités, en plus d'une unité d'administration de sécurité sociale.
72. **En Guinée-Bissau, la mission a aidé à l'élaboration d'une méthodologie pour réaliser un test commercial préliminaire des entreprises publiques et de certaines unités extrabudgétaires.** La mission a également identifié des priorités en matière de renforcement des capacités à court et moyen terme : (i) classification des subventions et incitations fiscales ; (ii) autres flux économiques et ; (iii) principes comptables – valorisation et consolidation.
73. **En Guinée, AFO a réalisé une mission d'AT visant à améliorer et à mettre à jour les SFP de l'administration centrale budgétaire** conformément au MSFP 2014 et au guide SDSP 2011. Elle a contribué à : (i) renforcer les connaissances des acteurs sur les concepts et principes clés des SFP ; (ii) examiner et affiner le TOF de l'ACB, (iii) actualiser la situation de la dette et, (iv) actualiser la situation des actifs financiers et passifs. Pour les besoins de la surveillance, la mission a aussi contribué à réconcilier le financement du TOF-ACB avec les flux issus de la situation de la dette ainsi que de la situation des actifs financiers et passifs.
74. **Au Niger, une première mission, depuis celle de novembre 2022 a pu se réaliser:** Elle a permis : (i) d'examiner le processus de compilation des états des opérations de l'administration centrale budgétaire et de la sécurité sociale et produit des Tableaux d'opérations financières pour les exercices 2022 et 2023 ; (ii) de procéder à une classification sectorielle des entreprises publiques; (iii) d'élaborer un cadre de collecte des données sources des unités extrabudgétaires; et (iv) de discuter avec des besoins en renforcement des capacités dans la compilation de la classification fonctionnelle des dépenses.

75. **En Mauritanie, la mission a procédé à plusieurs travaux.** Ils comprenaient : (i) la revue et la finalisation de la codification des données de la table de passage relative à la production du TOFE de l'Administration Centrale Budgétaire (TOFE-ACB) à partir de l'année fiscale 2023, désormais produit d'ARKAM (système intégré de la comptabilité publique). Au-delà La mise à jour des données source au TOFE base MSFP 2014 et des discussions sur les voies et moyens d'extension de la couverture institutionnelle et sectorielle des statistiques de finances publiques aux unités extrabudgétaires (EBs), à la sécurité sociale (SS) et aux collectivités locales (CLs)-communes ont été effectués. .

76. **Le Centre a tiré profit e de l'apprentissage auprès des pairs. A cette fin,** la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor (DGCPT) du Sénégal a accueilli une délégation des cadres de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Burkina Faso. Cette formation portait sur « la migration des statistiques de finances publiques à la méthodologie du MSFP 2014 ». Le professionnalisme des équipes de la DGCPT du Sénégal, ainsi que la qualité et la densité des informations partagées avec les missionnaires ont permis d'aboutir à des résultats remarquables, qui contribueront incontestablement au succès du processus de réforme des statistiques de finances publiques en cours au Burkina Faso.

77. **Au niveau régional, AFO a organisé un séminaire sur « la sectorisation des unités du secteur public dont les organismes de prévoyance sociale ».** A l'issue de ce séminaire, les participants ont compris la nécessité de procéder à la classification des unités institutionnelles du secteur public des sous-secteurs appropriés afin d'améliorer la compilation des statistiques macroéconomiques et d'accroître ainsi la portée analytique. Les pays se sont engagés à réviser les tableaux institutionnels existants par l'entremise d'une étroite collaboration entre les acteurs des quatre comptes macroéconomiques.

Statistiques du secteur réel

78. **L'AFO appuie les autorités dans la mise en œuvre du Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008 et du changement d'année de base dans tous ses pays membres.** Le Centre appuie le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Niger dans la mise en place des comptes nationaux trimestriels (CNT).

79. **Cinq missions d'AT et un atelier régional de formation ont été organisés à mi-parcours.**

80. **En Guinée-Bissau, AFO a appuyé en mode virtuel l'Instituto nacional de estatística (INE) dans l'élaboration des comptes nationaux annuels (CNA).** Ses principales tâches ont consisté à accompagner l'INE pour l'élaboration des CNA définitifs de 2019 et le traitement des sources pour les CNA définitifs de 2020.

81. **Au Mali, une mission à distance a poursuivi l'appui à l'INSTAT.** Les travaux ont porté sur la mise en place de la série complète des comptes nationaux trimestriels (CNT) alignés aux comptes nationaux annuels (CNA), selon l'année de base 2015 et conformes au Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008). La mission a également poursuivi la formation des comptables nationaux aux techniques et méthodes de compilation des CNT. La publication des CNT du Mali peut être consultée à partir des liens ci-après : [pibmali4t23_pub.pdf](#)

82. **En Côte d'Ivoire, AFO a formé les cadres de l'ANStat dans la mise en place des comptes nationaux trimestriels (CNT) de meilleure qualité.** Il a appuyé le processus de consolidation de la maquette d'élaboration des CNT, notamment dans la sélection des indicateurs de haute fréquence (IHF) et des méthodes de trimestrialisation.

83. **Au Sénégal, la mission a aidé l'ANSD à mettre en place un processus de production visant à produire des séries mensuelles à court terme.** Cette intervention a corrigé des variations saisonnières et calendaires ainsi que des rapports de qualité automatisés. La formation consistait en des conférences couvrant les aspects théoriques de l'analyse des séries temporelles et des modèles ARIMA (Auto-Regressive Integrated Moving Average), avec un accent particulier sur les outils d'analyse visuelle qui aident à identifier les effets irréguliers, les valeurs manquantes, la volatilité, la présence de tendances, la saisonnalité et les ruptures dans les séries.

84. **Au Niger, la mission a aidé l'Institut national de statistique (INS) à examiner et à intégrer de nouvelles données dans les cadres de compilation des comptes nationaux trimestriels (CNT) et annuels.** Après discussion avec les autorités, l'objectif principal était de poursuivre le développement des capacités du personnel, d'aider à régulariser la production des estimations annuelles du PIB pour la période 2015-2023 et de formuler des recommandations pour améliorer les CNT.

85. **Au niveau régional, un atelier régional de formation a été organisé sur la compilation des comptes nationaux trimestriels conformément au Système de comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008) à Lomé.**

III. ETATS FINANCIERS

86. **L'objectif de collecte de fonds de la phase V est de 49,4 millions de dollars US sur cinq ans (AF25 – AF29).** Les Partenaires au développement engagés (UE, France, Allemagne, Chine, Belgique) du centre ont déjà déboursé ou promis des contributions d'un montant total de 17,9 millions USD. La Belgique est un nouveau Partenaire qui a contribué pour la première fois à la phase V. D'autres Partenaires de la phase IV pourraient se retirer ou contribuer plus tard dans la phase en raison de l'évolution politique et de la redéfinition des priorités (Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Suisse). De nouveaux donateurs ont manifesté de l'intérêt pour le travail d'AFW (Danemark, Arabie saoudite, États-Unis).

87. **Les pays membres de l'AFW contribueront à hauteur de 8 millions de dollars : 4,5 millions de dollars pour la phase V et 3,5 millions de dollars provenant de la phase IV.** De plus, près de 1 million de dollars américains en contributions des membres ont été transférés de la phase IV à la phase V. Les pays membres devront augmenter leurs contributions au cours de la phase V et leurs engagements non respectés de la phase IV seront reconduits à la phase V. En tant que pays hôte, la Côte d'Ivoire continuera de fournir des espaces de bureaux, en plus de sa contribution financière en tant que membre.

88. **Les ressources du FMI (7,3 millions de dollars) financeront le directeur et le personnel local, ainsi qu'au moins un des conseillers supplémentaires.**

89. **Les dépenses de l'AF 2025 (phase IV) s'élève à 2,1 millions USD**, soit 81 pourcent du budget de cette période. Celles des mois de septembre et octobre 2024 (phase V) s'élèvent à 830,142 mille USD soit 11pourcent du budget des huit derniers mois de l'AF 2025.

Tableau 2. Etat des contributions financières pour le cycle V (En Dollars États-Unis au 31 octobre 2024)

	Accord/Amendement	Accord	Accord	Accord	Contributions	Contributions	Future
Partenaires	Date de signature	devise	montant	montant	Reçues	Sollicitées ^{1/}	Contributions ^{1/}
Partenaires				17,492,589	13,848,026	-	3,474,862
			1,000,00				
Belgique	12/9/2021	EUR	0	1,134,816	1,070,017	-	-
Commission			10,400,0				
Européenne	6/5/2024	USD	00	10,400,000	10,201,629	-	-
			4,600,00				
France	4/13/2024	EUR	0	4,896,765	1,509,120	-	3,474,862
			1,000,00				
Allemagne	12/22/2022	EUR	0	1,061,008	1,067,260	-	-
Total							
Partenaires				17,492,589	13,848,026	-	3,474,862
Transferts							
internes							
France				394,357	394,357	-	-
Transferts							
internes Total				394,357	394,357	-	-
Grand Total				17,886,946	14,242,383	-	3,474,862

1/ La conversion en dollars américains est basée sur le dernier taux de fin de mois ou est définie sur zéro pour les versements effectués.

Tableau 3. Exécution du budget de l'AF 2025-Phase IV (En Dollars U.S au 31 octobre 2024)⁴

Projet	Résumé de la Phase			AF2025		Exécution (%)
	Budget Programme	Budget opérationnel	Dépenses	Budget opérationnel	Dépenses	
Gestion des dépenses publiques	8,580,253	13,508,951	13,583,375	527,458	601,882	114%
Administration douanière	4,890,041	4,261,781	4,178,097	177,414	93,730	53%
Administration fiscale	6,257,224	7,663,953	7,620,759	388,846	345,651	89%
Supervision bancaire	3,905,531	4,526,479	4,548,384	265,359	287,264	108%
Gestion de la dette	3,956,536	2,019,986	2,019,986	-	-	-
Statistiques du secteur réel	4,820,268	4,786,304	4,687,229	324,565	225,490	69%
Statistiques de finances publiques	4,455,771	3,170,225	3,118,980	216,119	164,874	76%
Loi financière et fiscale ¹	-	73,990	73,990	-	-	-
Administration du Projet	1,725,174	2,467,983	2,469,511	120,458	121,987	101%
Conseiller Macroéconomie	3,941,239	244,150	244,150	-	-	-
Projet de formation	1,075,000	300,143	300,143	-	-	-
Gouvernance et Evaluation	639,321	198,950	189,778	18,007	8,835	49%
Budget Stratégique de Reserve	1,000,000	36,258	-	36,258	-	0%
Sous-Total	45,246,358	43,259,154	43,034,382	2,074,484	1,849,712	76%
Gestion du fonds fiduciaire	3,167,245	3,028,141	3,012,407	145,214	129,480	
Total	48,413,603	46,287,294	46,046,789	2,219,697	1,979,192	89%
Dépenses FMI	5,068,547	5,068,547	5,182,248	-	423,554	-
Pays hôte en nature	732,553	732,553	84,503	-	-	-
Grand Total	54,214,703	52,088,394	51,313,540	2,219,697	2,402,746	108%

⁴ Les dépenses au 31 octobre 2024 comprennent les dépenses survenues pendant la période de grâce de 90 jours après la fin de la phase IV le 31 août 2024.

Tableau 4. Exécution du budget de l'AF 2025-Phase V (En Dollars U.S au 31 octobre 2024)

	Résumé de la Phase Budget		AF2025 Budget opérationnel		Exécution (%)
	Programme	Dépenses	Dépenses	Dépenses	
Gestion des dépenses publiques	13,892,634	283,701	2,109,832	283,701	13%
Administration douanière	4,805,225	57,956	729,569	57,956	8%
Administration fiscale	9,933,323	221,709	1,555,382	221,709	14%
Supervision bancaire	4,822,482	86,422	661,438	86,422	13%
Statistiques du secteur réel	4,624,712	57,525	587,071	57,525	10%
Statistiques de finances publiques	4,004,632	65,114	539,478	65,114	12%
Administration du Projet	2,447,192	3,407	398,309	3407	1%
Macroéconomie	175,000	-	175,000	-	0%
Gouvernance et Evaluation	403,731	-	22,029	-	0%
Budget Stratégique de Reserve	1,102,612	-	112,218	-	0%
Sub Total	46,211,542	775,833	6,890,325	775,833	11%
Gestion du fonds fiduciaire	3,234,808	54,308	482,323	54,308	
Total	49,446,350	830,142	7,372,648	830,142	11%

IV. SEMINAIRES ET ACTIONS DE FORMATION

90. Le Centre a organisé ou pris part à 6 séminaires dont un atelier organisé par la Banque Ouest Africaine pour le Développement (BOAD) sur l'évaluation d'impact à l'aide de modèles macroéconomiques et de simulations microéconomiques (Tableau 5) au cours du premier semestre de l'année fiscale 2025. Ces actions de formation ont permis de renforcer les capacités et l'expérience des cadres des pays et institutions couverts par l'AFRITAC de l'Ouest. Ces activités organisées au niveau régional par le centre sont résumées dans le tableau ci-après :

Tableau 5. Séminaires organisés au cours du premier semestre de l'AF 2025
(Situation au 31 octobre 2024)

Domaine	Thème	Date et lieu	Partenaires	Participants
Analyse macroéconomique et budgétaire	Séminaires UEMOA	Juin 2024 Novembre 2024 Ouagadougou		MRT et GIN
Supervision et réglementation financières	Les problématiques liées à la digitalisation des activités bancaires en termes de réglementation et de supervision prudentielle.	27 au 31 mai 2024 Abidjan		13
Gestion de la dette et du développement des marchés financiers	Cadre de référence de la politique d'endettement et de gestion de la dette publique dans les états membres de la CEMAC et de l'UEMOA : bilan et perspectives	15 Au 19 Juillet 2024 – Douala	AFC	30
Statistiques du secteur réel	Les aspects théoriques et pratiques liés à la compilation des statistiques des comptes nationaux.	29 juillet au 02 août 2024 Lomé		30
Statistiques de finances publiques	La sectorisation des unités du secteur public : cas de la protection sociale	1er au 5 juillet 2024 Dakar		30

Tableau 6. Programme d'apprentissage par les pairs – Voyages d'études organisés au cours du premier semestre de l'AF 2025

(Situation au 31 octobre 2024)

Domaine	Sujets du stage	Pays hôte	Commentaires
Statistiques de finances publiques	Manuel de statistiques de finances publiques 2014	Sénégal	3 cadres du Burkina Faso
Gestion de la dette	Formulation d'une nouvelle stratégie de gestion de dette à moyen terme	Maroc	3 cadres du Bénin

V. PRIORITES DU SECOND SEMESTRE (NOV 24- AVRIL 25)

Tableau 7. Missions prévues par pays en Administration douanière

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
Bénin	1	Poursuite du renforcement de la fonction de contrôle a posteriori	(Amélioration de la procédure, de la stratégie, de son organisation et de sa conclusion)
Burkina Faso	1	Renforcer les capacités sur la modernisation des ressources humaines.	Des ressources humaines sont formées.
Guinée	1	Renforcer les capacités sur la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles primaires et les contrôles après dédouanement sur la valeur en douane sont mieux alignés sur les principes de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation.
Guinée-Bissau	1	Renforcer les capacités sur la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles primaires et les contrôles après dédouanement sur la valeur en douane sont mieux alignés sur les principes de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation.
Mali	2	Mission d'identification des besoins d'assistance en administration douanière	Les besoins d'assistance technique sont identifiés et un plan de réponse est disponible.
Mauritanie	2	Renforcement de la gestion automatisée du risque.	Le système de gestion automatisée des risques est mis en place.
		Renforcement du suivi des engagements douaniers et du traitement de la dette douanière	Le suivi des engagements douaniers et du traitement de la dette douanière est amélioré
Niger	1	Mission d'identification des besoins d'assistance en administration douanière	Les besoins d'assistance technique sont identifiés et un plan de réponse est disponible.
Sénégal	2	Poursuivre le renforcement des capacités dans le domaine du contrôle après dédouanement (CAD).	Plus de 10% des principaux opérateurs économiques sont contrôlés dans le cadre d'un programme de CAD.
Togo	1	Renforcement de la fonction de contrôle a posteriori	(Amélioration de la procédure, de la stratégie, de son organisation et de sa conclusion)
		Renforcer les capacités sur la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles primaires et les contrôles après dédouanement sur la valeur en douane sont mieux alignés sur les principes de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation.

Tableau 8. Missions prévues par pays en administration fiscale

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
Bénin	3	Renforcement des capacités en matière de conduite des réformes et élaboration d'un plan d'actions post TADAT	Un plan d'actions post TADAT est élaboré, mis en œuvre et suivi dans le temps
		Modernisation des procédures de recherche, de renseignement et de traitement des données fiscales	Une stratégie de collecte et de traitement des données visant l'élargissement de l'assiette fiscale est élaborée
		Renforcement de la fonction et modernisation des procédures de recouvrement, y compris des arriérés fiscaux	Une stratégie de modernisation du recouvrement est élaborée et un plan d'apurement des restes à recouvrer, adopté
Burkina Faso⁵	3	Modernisation des procédures de recherche, de renseignement et de traitement des données fiscales	Une stratégie de collecte et de traitement des données visant l'élargissement de l'assiette fiscale
		Renforcement de l'analyse risque dans la programmation des contrôles fiscaux	Un plan annuel de contrôle fiscal basé sur l'analyse risque est élaboré
		Renforcement de la fonction et modernisation des procédures de recouvrement, y compris des arriérés fiscaux	Une stratégie de modernisation du recouvrement est élaborée et un plan d'apurement restes à recouvrer, adopté
Côte d'Ivoire	1	Revue des plans stratégiques, identification des priorités de réforme d'administration fiscale et analyse des besoins d'assistance technique	Les priorités de réforme d'administration fiscale et les besoins d'assistance technique sont clairement identifiés dans le cadre d'un plan de travail intégré AFW/FAD
Guinée	3	Prise de contact avec les nouvelles autorités, identification des priorités de réforme d'administration fiscale et analyse des besoins d'assistance technique	Les priorités de réforme d'administration fiscale et les besoins d'assistance technique sont clairement identifiés dans le cadre d'un plan de travail intégré AFW/FAD
		Appui à l'opérationnalisation des dispositifs d'apurement comptable des arriérés fiscaux	Un plan pour l'opérationnalisation des dispositifs d'apurement comptable des arriérés fiscaux est élaboré
		Transposer, de manière la plus concrète et la plus opérationnelle possible, l'étude sur le potentiel fiscal aux écarts fiscaux	L'étude sur le potentiel fiscal est transposée aux écarts fiscaux relevés en matière d'administration fiscale

⁵ La Direction générale des impôts préfère se focaliser sur la mise en œuvre des appuis apportés en matière d'automatisation du programme de contrôle fiscal et sollicitera les appuis de AFO pour son évaluation la prochaine année fiscale

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
		relevés en matière d'administration fiscale	
Guinée Bissau	3	Renforcement des compétences en matière de pilotage des missions et de suivi des résultats (tableau de bord)	Un plan de renforcement des compétences en matière de pilotage des missions et de suivi des résultats (tableau de bord) est élaboré
		Modernisation des procédures de recherche, de renseignement et de traitement des données fiscales	Une stratégie de collecte et de traitement des données visant l'élargissement de l'assiette fiscale
		Renforcement de la fonction et modernisation des procédures de recouvrement, y compris des arriérés fiscaux	Une stratégie de modernisation du recouvrement est élaborée et un plan d'apurement des restes à recouvrer, adopté
Mali	4	Modernisation des procédures de recherche, de renseignement et de traitement des données fiscales	Une stratégie de collecte et de traitement des données visant l'élargissement de l'assiette fiscale est élaborée
		Appui à la mise en œuvre du plan d'actions post TADAT	Le plan d'actions post TADAT est mise en œuvre de façon efficace
		Renforcement de la conformité fiscale des grandes entreprises	Un plan annuel de contrôle fiscal basé sur l'analyse risque est élaboré
		Renforcement de la fonction et modernisation des procédures de recouvrement, y compris des arriérés fiscaux	Une stratégie de modernisation du recouvrement est élaborée et un plan d'apurement des restes à recouvrer, adopté
Mauritanie	3	Modernisation des procédures de recherche, de renseignement et de traitement des données fiscales	Une stratégie de collecte et de traitement des données visant l'élargissement de l'assiette fiscale
		Renforcement de l'analyse risque dans la programmation des contrôles fiscaux	Un plan annuel de contrôle fiscal basé sur l'analyse risque est élaboré
		Renforcement de la fonction et modernisation des procédures de recouvrement, y compris des arriérés fiscaux	Une stratégie de modernisation du recouvrement est élaborée et un plan d'apurement des restes à recouvrer, adopté
Niger	2	Renforcement de l'intégrité et de la fiabilité du répertoire, et modernisation de la procédure d'immatriculation	Le taux d'immatriculation en ligne augmente et la gestion du répertoire s'améliore
		Modernisation des procédures de recherche, de renseignement et de traitement des données fiscales	La collaboration entre la douane et les impôts en vue de l'élargissement de l'assiette fiscale est relancée
Sénégal	3	Renforcement des capacités en matière de conduite des réformes et appui à la mise en œuvre d'une seconde Stratégie	Les résultats des réformes en matière de SMRMT appuyées par AFW sont suivis et évalués

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
		de mobilisation des recettes à moyen-terme (SMRMT)	
		Modernisation des procédures de recherche, de renseignement et de traitement des données fiscales	Une stratégie de collecte et de traitement des données visant l'élargissement de l'assiette fiscale est élaborée
		Renforcement de la fonction et modernisation des procédures de recouvrement, y compris des arriérés fiscaux	Une stratégie de modernisation du recouvrement est élaborée et un plan d'apurement des restes à recouvrer, adopté
Togo	3	Renforcement des capacités en matière de conduite des réformes et appui à la formulation d'une SMRMT	Les réformes prioritaires de la SMRMT nécessitant un soutien de l'AFW sont identifiées
		Renforcement de la fonction de gestion dans un contexte d'informatisation	La gestion du répertoire des contribuables est intégralement automatisée
		Renforcement des capacités en matière de conduite des réformes et appui à l'évaluation des réformes à l'Office togolais des recettes (OTR)	Participation à l'évaluation TADAT de l'OTR

Tableau 9. Missions prévues en Gestion des dépenses publiques (Budget)

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
Bénin	1	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire	La capacité de gestion du contrôle interne budgétaire est renforcée pour les ministères pilotes et la capacité des formateurs relais est renforcée
Burkina Faso	1	Renforcer la capacité de la budgétisation sensible au genre et au climat	Les capacités de budgétisation sensible au genre et au climat sont renforcées
Côte d'Ivoire	2	Poursuite de l'appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire	La capacité de gestion du contrôle interne budgétaire est renforcée pour les ministères pilotes et la capacité des formateurs relais est renforcée
		Formation PEFA aux principaux acteurs et aux formateurs relais	La méthodologie et les enjeux de l'évaluation PEFA sont maîtrisés par les principaux acteurs et les formateurs
Guinée	1	Renforcer la gestion des investissements publics	La capacité de gestion des investissements publics est renforcée
Guinée-Bissau	1	Poursuite de l'appui à l'élaboration des documents de programmation budgétaire pluriannuelle	Les capacités des ministères centraux et sectoriels pilotes sont renforcées en vue de la mise en œuvre des documents de programmation budgétaire pluriannuelle
Mali	1	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire	La capacité de gestion du contrôle interne budgétaire est renforcée pour les premiers ministères pilotes et pour les formateurs relais
Mauritanie	1	Renforcer la capacité de budgétisation sensible au genre et au climat ou renforcer la capacité de programmation budgétaire pluriannuelle	La capacité de budgétisation sensible au genre et au climat est renforcée ou renforcer la capacité de programmation budgétaire pluriannuelle est renforcée
Niger	3	Appui à l'élaboration de la méthodologie de marquage des dépenses sensible au climat	La méthodologie de marquage des dépenses sensible au climat est maîtrisée
		Appui à l'application de la méthodologie de marquage	La méthodologie de marquage des dépenses sensibles au climat est appliquée par les ministères pilotes
		Renforcement de la gestion de la trésorerie et de la dette	La trésorerie est gérée de manière active
Sénégal	1	Appui à l'intégration des perspectives du climat dans le guide de maturation des projets et l'élaboration d'un guide de sélection des projets	Les guides de maturation des projets et de sélection des projets intégrant les perspectives du climat sont élaborés et disséminés.
Togo	1	Renforcement des capacités de reporting budgétaire et comptable	Maîtrise par les professionnels informatiques de l'outil JasperSoft Server
Régional	1	La troisième édition du séminaire sur la gestion des investissements publics (FAD-AFW-AFC)	Les bonnes pratiques régionales et internationales de gestion des investissements publics sont partagées et les capacités des participants renforcées.

**Tableau 10. Missions prévues par pays en Gestion des dépenses publiques
- Comptabilité et Trésor**

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
Côte d'Ivoire	1		
		Elaborer le bilan d'ouverture de l'Etat	La stratégie d'élaboration du BO de l'Etat est mise à jour.
Mauritanie	1	Appui à la mise en œuvre du passage à la CDCP : Revue qualité du bilan d'ouverture et des autres états financiers.	La revue qualité du bilan d'ouverture de l'Etat est assurée et les axes d'amélioration identifiés.
Niger	1	Appui à la l'élaboration (ou à la revue qualité) d'un plan d'apurement des arriérés cohérent avec le plan de trésorerie	Un plan d'apurement des arriérés cohérent avec le plan de trésorerie est disponible.
Sénégal	1	Appui à la mise en œuvre de la CDCP : préparation du premier BO	Le plan d'action prioritaire en vue de préparer et fiabiliser le 1 ^e BO est actualisé.
Togo	1	Opérationnalisation du contrôle interne comptable à travers notamment l'élaboration de la cartographie des risques comptable.	La cartographie des risques comptables est disponible
Régional	1	Séminaire sur le compte unique du Trésor (AFW-AFC)	Les capacités des participants sont renforcées et les expériences partagées

Tableau 11. Missions prévues par pays en Statistiques de finances publiques

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
Bénin	2	<p>Basculement au TOFE selon le MSFP 2001/2014.</p> <p>Extension des autres tableaux du cadre d'analyse minimum aux sous-secteurs de l'administration publique</p> <p>Production d'une ébauche du bilan financier</p> <p>Élargissement du champ des statistiques de finances publiques au secteur de l'administration publique.</p> <p>Prise en compte des avantages en nature dans le TOFE</p>	<p>Mise à jour des SFPs de l'ACB selon le MSFP 2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Série jusqu'à 2022, sur base de l'ancienne NBE ii. 2023 selon la nouvelle NBE selon la Directive CEMAC portant NBE <p>Collecte et examen des données source en vue de la production des statistiques du reste des différents sous-secteurs de l'administration publique conformément au MSFP 2014.</p>

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
Burkina Faso	2	<p>Poursuite de l'affinement du TOF consolidé du secteur des administrations publiques selon le MSFP 2014</p> <p>Poursuite de l'élaboration du TOF des unités extrabudgétaires des Collectivités territoriales</p> <p>Elaboration du TOF des sociétés publiques</p> <p>Elaboration du TOF consolidé du secteur public à titre expérimental</p> <p>Poursuite de l'affinement des situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie pour l'administration centrale budgétaire</p> <p>Affinement de la situation des dépenses de l'ACB selon la CFAP</p> <p>Production de la situation de la dette du secteur public</p> <p>Elaboration du bilan complet</p> <p>Formation et sensibilisation des acteurs sur la méthodologie du MSFP 2014</p>	<p>Le TOF consolidé du secteur des administrations publiques est affiné</p> <p>Le TOF des unités extrabudgétaires des Collectivités territoriales est élaboré</p> <p>Le TOF des sociétés publiques est produit</p> <p>Le TOF consolidé du secteur public est élaboré à titre expérimental</p> <p>Les situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie sont affinées pour l'administration centrale budgétaire</p> <p>La situation des dépenses de l'ACB selon la CFAP est affinée</p> <p>La situation de la dette du secteur public est produite</p> <p>Le bilan complet est élaboré</p> <p>Les acteurs sont formés et sensibilisés sur la méthodologie du MSFP 2014</p>
Côte d'Ivoire	1	<p>Elaboration du TOFE du secteur public selon le MSFP 2014, par la consolidation des TOFEs du sous-secteur des sociétés publiques déjà couvertes, et ceux des sous-secteurs des administrations publiques</p> <p>Affinement des situations de la dette (notamment par le remplissage et publication du Questionnaire des Statistiques de la Dette du Secteur Publique-QSDSP), du bilan financier et des flux de trésorerie</p> <p>Intégration des avantages en nature dans le TOFE</p>	<p>Le TOFE du secteur public (comprenant le plus grand nombre de sociétés publiques possible) est régulièrement produit, conformément au MSFP 2014.</p> <p>Production et dissémination régulière du QSDSP</p> <p>Prise en compte des opérations non monétaires dans les SFP cas des véhicules de fonctions et des dons en nature</p>
Guinée	2	<p>Poursuivre l'affinement du TOF de l'administration centrale budgétaire suivant le TDB et la BGCT</p> <p>Production des TOFE des unités extrabudgétaires, des collectivités locales et des organismes de sécurité sociale à titre expérimental</p> <p>Production des situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie pour l'administration centrale budgétaire</p> <p>Affinement de la situation des dépenses de l'ACB selon la CFAP</p>	<p>Le TOF de l'administration centrale budgétaire suivant le TDB et la BGCT est affiné</p> <p>Les TOFE des unités extrabudgétaires, des collectivités locales et des organismes de sécurité sociale sont produits à titre expérimental</p> <p>Les situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie sont produites pour l'administration centrale budgétaire</p> <p>La situation des dépenses de l'ACB selon la CFAP est affinée</p>

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
		<p>Production de la situation de la dette du secteur public</p> <p>Formation et sensibilisation des acteurs sur la méthodologie du MSFP 2014</p>	<p>La situation de la dette du secteur public est produite</p> <p>Les acteurs sont formés et sensibilisés sur la méthodologie du MSFP 2014</p>
Guinée-Bissau	1	<p>Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2014</p> <p>Ébauche des situations de la dette et des flux de trésorerie</p> <p>Affinement des tables de passage de la sécurité sociale et des collectivités locales</p> <p>Élargissement du champ de couverture des SFP au sous-secteur des unités extrabudgétaires</p> <p>Encadrement des travaux du comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP).</p>	<p>Validation du projet de la série de TOFEs (2017-2023) et sa dissémination</p> <p>Mise en place d'un cadre de collecte de données source pour le reste des sous-secteurs de l'administration publique (extrabudgétaire, collectivités locales et sécurité sociale) selon le MSFP 2014</p> <p>Formation des acteurs de finances publiques</p> <p>Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum selon le MSFP 2014</p>
Mali	1	<p>Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2014 des sous-secteurs de l'administration publiques</p> <p>Affinement des situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie</p> <p>Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques.</p>	<p>Mise à jour des SFPs de l'ACB jusqu'à 2023</p> <p>Finalisation des projets des statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique produites conformément au MSFP 2001/2014</p> <p>Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum du central budgétaire</p>
Mauritanie	1	<p>Production régulière du TOFE selon le MSFP 2014, et sa dissémination au grand public</p> <p>Élaboration des ébauches des autres tableaux du cadre d'analyse minimum</p> <p>Collecte et examen des données pour l'élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques</p> <p>Affinement des situations de la dette (notamment par le remplissage et publication du Questionnaire des Statistiques de la Dette du Secteur Public-QSDSP),</p> <p>Mise en place d'un comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP).</p>	<p>Finalisation des projets TOFE annuels base MSFP 2014, couvrant ACB et Collectivités locales (série jusqu'à l'exercice 2023, et leur dissémination</p> <p>Mise en place d'un cadre permettant la collecte des données source des unités des sous-secteurs de la sécurité sociale, ainsi que pour les unités extrabudgétaires, ainsi l'élaboration de leur TOFE, selon le MSFP 2014</p> <p>Identification des transactions liées aux opérations non monétaires (cas des véhicules de fonction et des dons en nature), et leur prise en compte dans les SFP</p> <p>Mise en place d'un comité SFP</p>

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
Niger	1	<p>Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2014.</p> <p>Affinement de la situation de la dette et de la situation de trésorerie.</p> <p>Elargissement du champ de couverture des SFP</p> <p>Intégration des avantages en nature dans le TOFE</p>	<p>Mise à jour des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire :</p> <p>iii. Jusqu'à fin 2021 selon l'ancienne NBE</p> <p>iv. 2022 et 2023 selon la nouvelle NBE base Directive UEMOA portant NBE</p> <p>Revue des projets de TOFEs base MSFP 2014 des collectivités locales et de la sécurité sociale.</p> <p>Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum selon le MSFP 2014</p> <p>Elaboration de l'ébauche de la table de passage des unités extrabudgétaires</p>
Sénégal	2	<p>Affinement des statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique.</p> <p>Production de la situation consolidée de l'administration publique selon les normes et délais de la NSDD</p> <p>Elargissement des statistiques au secteur public</p> <p>Elargissement du champ des tableaux du cadre d'analyse minimum.</p> <p>Production du compte de patrimoine</p> <p>Intégration des avantages en nature dans le TOFE</p> <p>Mise en place d'un comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP).</p>	<p>La situation consolidée des statistiques de l'administration publique est produite conformément aux délais de la NSDD</p> <p>Prise en compte des opérations non monétaires dans les SFP cas des véhicules de fonctions et des dons en nature</p> <p>Production du compte de patrimoine</p> <p>Elargissement du champ de couverture de la dette au secteur public</p> <p>Et des situations consolidées du secteur public</p>

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
Togo	2	<p>Poursuivre l'affinement du TOF de l'administration centrale budgétaire</p> <p>Production des TOFE des unités extrabudgétaires, des collectivités locales et des organismes de sécurité sociale à titre expérimental</p> <p>Production des situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie pour l'administration centrale budgétaire</p> <p>Affinement de la situation des dépenses de l'ACB selon la CFAP</p> <p>Production de la situation de la dette du secteur public</p> <p>Formation et sensibilisation des acteurs sur la méthodologie du MSFP 2014</p>	<p>Le TOF de l'administration centrale budgétaire suivant le TDB et la BGCT est affiné</p> <p>Les TOFE des unités extrabudgétaires, des collectivités locales et des organismes de sécurité sociale sont produits à titre expérimental</p> <p>Les situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie sont produites pour l'administration centrale budgétaire</p> <p>La situation des dépenses de l'ACB selon la CFAP est affinée</p> <p>La situation de la dette du secteur public est produite</p> <p>Les acteurs sont formés et sensibilisés sur la méthodologie du MSFP 2014</p>

Tableau 12. Missions prévues par pays et institution en Statistiques du secteur réel

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
Benin	1	Formation des nouveaux cadres sur le Système de Comptabilité Nationale	Les nouveaux cadres sont en mesure de contribuer aux travaux de traitement des données sources et de production des comptes nationaux.
Burkina Faso	2	Désaisonnalisation des comptes nationaux trimestriels	Le calendrier des fêtes est disponible ; Les modèles de CVS sont identifiés pour chaque activité ; Une série de PIB trimestriel CVS est disponible ;
Côte d'Ivoire	2	Appui aux travaux de rebasage	Les nomenclatures sont mises en place et le traitement des enquêtes de structures est en cours.
		Mise en place des CNT avec l'intégration de l'approche des dépenses	Un TRE trimestriel est utilisé pour intégrer l'approche des dépenses dans le système de production des CNT
Guinée	2	Mise en place des comptes financiers	Les sources sont collectées et traitées par l'INS pour la production des comptes financiers.
		Formation sur le rebasage et la rétopolation	Les données sources pour la rétopolation sont collectées et traitées.
Guinée-Bissau	2	Mise en place de l'année de base 2018 selon le SCN 2008 et rétopolation	Les sources sont collectées et traitées pour la mise en place de la série complète des comptes nationaux selon l'année de base 2018
Guinée-Bissau	2	Compilation des CN 2020 et 2021 selon le SCN 2008	Les CNA 2020 et 2021 sont produits, les sources sont collectées et traitées par les cadres de l'INE et les notes méthodologiques sont disponibles

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
Mali	1	Formation sur le rebasage et la cadre des équilibres ressources-emplois	Cadre des EREs est bien compris par les cadres de l'INE
		Mise en place des CNA contemporains et des CNT cohérents avec les CNT	Les sources sont collectées et traitées par les cadres de l'INS
Mauritanie	2	Les CNT produits sont cohérents avec les CNA contemporains	La série des CNT cohérents des CNA à jours sont produits
		Désaisonnalisation des comptes nationaux trimestriels	Le calendrier des fêtes est disponible ; Les modèles de CVS sont identifiés pour chaque activité ; Une série de PIB trimestriel CVS est disponible
Niger	1	Mise en place des CNT cohérents avec les CNA	La série des CNT cohérents des CNA à jours sont produits
Sénégal	2	Mise en place d'une nouvelle année de base selon le SCN 2008	Un bilan diagnostic de la base 2014 est effectué et les nouvelles nomenclatures sont mises en place
		Mise en place des Indicateurs de Haute Fréquence corrigés des variations saisonnières	Les IHF corrigés des variations saisonnières sont produits et publiés.
Togo	2	Elaboration des comptes financiers	Les collectes de données sont conduites ; Les opérations financières sont traitées
		Elaboration des IHF corrigés des variations saisonnières	Le calendrier des fêtes est disponible ; Les modèles de CVS sont identifiés pour chaque indicateur

Tableau 13. Missions prévues par pays et institution en Gestion de la dette

Pays/Institution	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
Bénin	3 dont (1 apprentissage par les pairs)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui à la formulation d'une nouvelle stratégie de gestion de dette à moyen terme ▪ Poursuite de l'appui sur une meilleure articulation entre la gestion de la dette et la gestion de la trésorerie ▪ Formation sur la gestion du risque de marché lié au portefeuille de la dette 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le document de stratégie de la dette pour la période 2025-29 est préparé et publié. ▪ Le nombre d'émissions de titres publics annulées a baissé ▪ Les agents de la Caisse autonome de gestion de la dette ont une meilleure compréhension des techniques de couverture de risque couramment utilisées en gestion de la dette et de la prise en compte des instruments de couverture dans les statistiques de de la dette.

Pays/Institution	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
Burkina Faso	2	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui à la définition de la stratégie de gestion des relations avec les investisseurs du marché des titres publics ▪ Renforcement des pratiques d'élaboration et de mise en œuvre de la stratégie de gestion de dette à moyen terme 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le document de stratégie de communication qui donne des indications sur les objectifs visés, les canaux de communication avec les investisseurs, les informations à mettre à la disposition des investisseurs et la gestion des acteurs internes est préparé et adopté ▪ Au moins trois cadres peuvent manipuler sans assistance l'outil analytique de préparation de la stratégie de gestion de la dette ▪ Le document de stratégie contient : <ul style="list-style-type: none"> a) l'historique et les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique ; b) la description de l'analyse entreprise pour justifier la stratégie recommandée ; c) la description de la stratégie recommandée et sa justification.
Côte d'Ivoire	2	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement de l'articulation entre la stratégie de gestion de la dette et le plan annuel de financement ▪ Formation sur l'utilisation du cadre révisé de viabilité de dette CVD-PFR 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le plan annuel de financement est établi à partir de la stratégie de gestion de la dette retenue. ▪ Au moins deux cadres peuvent manipuler sans assistance l'outil analytique de préparation de l'analyse de viabilité de la dette des pays à faible revenu
Guinée	3 (dont une à distance)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui à la préparation et à la mise en œuvre du calendrier d'émission des titres publics. ▪ Formation sur l'analyse financière des offres de financement ▪ Appui à la création d'un portail d'informations sur la gestion de la dette publique 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le calendrier d'émission des titres publics est cohérent avec la stratégie de gestion de la dette retenue ▪ Au moins deux agents peuvent manipuler l'outil de préparation du calendrier d'émission des titres publics ▪ Les agents de la Direction nationale de la dette sont formés sur les approches d'évaluation financière des offres de financement ▪ L'architecture du portail d'informations sur la gestion de la dette publique est élaborée et approuvée
Guinée-Bissau	2	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuite de l'appui au renforcement des capacités en matière de préparation de la stratégie de gestion de la dette publique 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le tout premier document de stratégie de gestion de la dette est préparé et publié ▪ Un reporting périodique de la dette (bulletin trimestriel et rapport annuel) est assuré.

Pays/Institution	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui à l'amélioration du reporting de la dette 	
Mali	2	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuite de l'appui sur l'amélioration de la préparation et de la mise en œuvre du programme d'émission des titres publics ▪ Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Au moins deux cadres de la Direction nationale du Trésor et de la comptabilité publique peuvent manipuler sans assistance l'outil analytique de préparation du calendrier d'émission des titres publics ▪ La feuille de route pour faciliter une meilleure intégration entre la gestion de la trésorerie et la gestion de la dette est établie ▪ Au moins un cadre peut manipuler l'outil de préparation de l'analyse de viabilité de la dette des pays à faible revenu
Mauritanie	3	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuite de l'appui au développement du marché des titres publics ▪ Formation à l'utilisation de l'outil de préparation du plan annuel de financement ▪ Formation à l'utilisation de l'outil de la dynamique de la dette 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Une stratégie de communication avec les investisseurs est définie et commence à être mise en œuvre ▪ Une approche de normalisation de la courbe des taux est définie. ▪ Au moins un cadre peut manipuler l'outil de préparation du plan annuel de financement ▪ Au moins deux cadres peuvent manipuler sans assistance l'outil de la dynamique de la dette développé par les services du FMI
Sénégal	3	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuite de l'appui sur le renforcement des pratiques d'élaboration et de mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette ▪ Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Au moins deux cadres peuvent manipuler sans assistance l'outil de préparation de la stratégie de gestion de la dette ▪ Le document de stratégie contient : a) l'historique et les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique ; b) la description de l'analyse entreprise pour justifier la stratégie recommandée ; c) la description de la stratégie recommandée et sa justification. ▪ Au moins un cadre peut manipuler sans assistance l'outil de préparation de l'analyse de viabilité de la dette
UMOA-Titres	2	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuite de l'appui au développement du marché des titres publics 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Une stratégie crédible de diversification de la base des investisseurs des pays de l'UEMOA est développée

Pays/Institution	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
Séminaire régional	2	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Etat des lieux de la mise en œuvre du Règlement portant politique d'endettement et de gestion de la dette publique dans les Etats membres de l'UEMOA ▪ Rôle du gestionnaire de la dette dans la planification et l'exécution des émissions d'obligations thématiques 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Point sur la mise en œuvre du Règlement, difficultés rencontrées par les Etats et éventuelles améliorations au Règlement ▪ Une meilleure clarté responsabilités attendues du gestionnaire de la dette dans la gestion des émissions d'obligations thématiques

Tableau 14. Missions prévues par pays en Supervision et réglementation financières

Institutions/ Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
BCEAO / SGCBU	8	Renforcement de la réglementation bancaire et supervision basée sur les risques.	<ul style="list-style-type: none"> • Revue d'un projet de texte réglementaire relatif à la gestion du risque climatique. • Revue d'une note d'orientation relative au dispositif prudentiel applicable aux institutions de microfinance. • Revue du projet de dispositif prudentiel applicable aux institutions de microfinance. • Appui pour la publication d'un texte réglementaire applicable au financement participatif. • Formation des agents du SGCBU aux contrôles sur pièces liés au risque de crédit. • Formation des agents du SGCBU au contrôle des opérations de crédit-bail. • Formation des agents du SGCBU au contrôle sur pièces et sur place du risque de liquidité. • Identification et pilotage des indicateurs d'alerte précoce.
		Amélioration des exigences réglementaires en matière de comptabilité et de provisionnement prudentiel.	<ul style="list-style-type: none"> • Revue d'avancement de l'implémentation des normes IFRS.
Guinée	1	Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire.	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un système d'indicateurs d'alerte précoce. • Révision du système de notation des établissements de crédit.

Institutions/ Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
Mauritanie	2	Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire.	<ul style="list-style-type: none"> Développement d'une méthodologie de contrôle sur place des principaux états prudentiels. Révision de la réglementation relatives à la division des risques et aux relations avec les parties liées et développement de méthodologies de contrôle sur pièces et sur place afférentes.
	1	Amélioration des exigences réglementaires en matière de comptabilité et de provisionnement prudentiel.	<ul style="list-style-type: none"> Etablissement d'une feuille de route pour la révision des conditions de comptabilisation des pertes de crédit attendues.

Tableau 15. Missions prévues par pays en Analyse macroéconomique et budgétaire

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
Bénin	1	Renforcer l'analyse des risques budgétaires	La quantification des risques budgétaires spécifiques est renforcée
Burkina Faso	2	Améliorer l'Instrument Automatisé de Projection. Améliorer les pratiques de prévision des recettes.	Le processus de préparation des prévisions de recettes est amélioré ; Les outils de prévision des principales recettes fiscales sont améliorés"
Côte d'Ivoire	1	Renforcer l'intégration de la gestion des risques budgétaires dans le cycle budgétaire	La pratique d'analyse des risques macroéconomiques est améliorée
Guinée	1	Renforcer l'analyse des risques budgétaires	Les risques macroéconomiques sont analysés et quantifiés. - Une déclaration de qualité sur les risques budgétaires est annexée au projet de loi de finances 2025
Guinée-Bissau	1	Améliorer le cadrage des dépenses à moyen terme et l'élaboration du DPBEP	Les risques macroéconomiques sont analysés et leurs impacts évalués dans les documents budgétaires ; Un outil de cadrage des dépenses à moyen terme est opérationnel
Mali	2	Méthode et outils de projection à long terme. Cadrage budgétaire à moyen terme et analyse des risques macroéconomiques.	Les risques macroéconomiques sont analysés et leurs impacts évalués dans les documents budgétaires ; La pratique de cadrage macroéconomique est renforcée avec l'utilisation de MME_DNPD rénové
Mauritanie	2	Opérationnaliser le dispositif de cadrage macroéconomique et budgétaire	Le dispositif de cadrage macroéconomique et budgétaire produit un cadrage macroéconomique intégré dans le DPMT ; Les risques macroéconomiques sont analysés et leurs impacts évalués dans les documents budgétaires

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
Niger	2	Actualiser le module de micro-simulation du modèle AYOROU. Revue des dépenses publiques et prévisions budgétaires.	Le module de micro-simulation du modèle AYOROU est actualisé ; Les dépenses publiques et les prévisions budgétaires sont revues
Sénégal	2	Intégrer la production du pétrole et du gaz et les risques associés dans le cadrage macro budgétaire. Revue qualité du Document sur les risques budgétaires et renforcer la quantification des risques budgétaires	Le modèle de cadrage macroéconomique intègre la production du pétrole et du gaz et les risques associés ; La quantification des risques budgétaires est renforcée
Togo	1	Cadrage des dépenses à moyen terme et gestion des risques budgétaires	Les risques macroéconomiques sont analysés et leurs impacts évalués dans les documents budgétaires Les cadrages budgétaires annuels et pluriannuels sont préparés sur base des projections macroéconomiques.

ANNEXES D'INFORMATION

Tableau 1. Séminaires régionaux prévus pour le second semestre

Domaine	Thème	Date et lieu	Partenaires	Participants
Analyse macroéconomique et budgétaire	Renforcement de la fonction macro budgétaire et la gestion des risques budgétaires	Avril 2025 Libreville	FAD/AFC	30
Analyse macroéconomique et budgétaire	Séminaires UEMOA	Novembre 2024 Ouagadougou		MRT et GIN
Gestion de la dette et du développement des marchés financiers	Financements souverains environnementaux, sociaux et verts (ESG)	Février 2025 Dakar	AFC	30
Statistiques du secteur réel	Usage des données sources et des sources administratives	20-24 janvier 2025 Lomé		30
Administration fiscale	L'utilisation des données statistiques d'ISORA	Abidjan Novembre 2024	FAD AFW2	20
Administration fiscale	L'élaboration des plans d'actions post-TADAT	Février 2025 Cotonou	FAD	30
Gestion des dépenses publiques-Budget	La gestion des investissements publics	Mars 2025 Libreville	FAD, AFC	30
Gestion des dépenses publiques-Trésor	Le Compte unique du Trésor	Février 2025 Dakar	FAD, AFC, AFS	30
Statistiques de finances publiques	MSFP 2014 : Traitement des Operations relatives à la dette, aux cas limites, questions transversales, dispositifs régionaux	Avril 2025 Conakry		30